

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1910.

Projet de loi portant érection de la commune de Meneghem
(province d'Anvers) (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE WINTER.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant érection de la commune de Meneghem (province d'Anvers) est d'avis qu'il y a lieu d'accueillir favorablement la demande de diviser le territoire de Deurne en deux communes.

Au 31 décembre 1909, la commune de Deurne, traversée vers le milieu est-ouest par la rivière le « Schijn » et le canal d'Hérenthals, avait une population de *11,978 habitants* et une étendue de *1,427 hectares 85 ares 70 centiares*. Après la séparation, telle qu'elle est proposée, Deurne, la commune mère, conserverait un territoire de *770 hectares 43 ares 88 centiares* et une population qui dépasse actuellement *7,000 habitants* ; tandis que la nouvelle commune de Meneghem compterait *5,000 âmes* et un territoire de *657 hectares 44 ares 82 centiares*.

Il y a là deux agglomérations importantes, complètement séparées par une zone de 250 à 300 hectares, peu habitée, comprenant les prairies basses de la vallée de la rivière le « Schijn » et le canal d'Hérenthals. Celui-ci formera la limite naturelle entre les deux communes.

(1) Projet de loi, n° 22.

(2) La Commission, présidée par M. DE WINTER, était composée de MM. DELVAUX, FRANCK, MABILLE, VAN REETH.

Ainsi séparées sur une longueur d'environ 4 kilomètres, ces deux agglomérations importantes ne sont reliées que par un pont. C'est par cette route, peu fréquentée, que les habitants de Meneghem sont obligés, pour les formalités et devoirs administratifs, de se rendre dans la commune mère, dont le centre est situé à une distance variant de 2 à 3 $\frac{1}{2}$ kilomètres de leur habitation.

Une situation analogue se présenta à Deurne, il y a plus de septante ans. Borgerhout, aujourd'hui la huitième en importance des communes belges (50,000 habitants), dépendait jadis de Deurne, dont elle fut séparée en 1836, *à la demande de 112 habitants de la commune mère.*

D'après l'Exposé des motifs de M. de Theux, Ministre de l'Intérieur, le village de Borgerhout avait alors une population de 3,084 âmes et un territoire de 274 *bonniers*, tandis que le village de Deurne avait une population de 2,406 âmes et une étendue de 4,408 *bonniers*.

Les demandeurs faisaient valoir, notamment, que Borgerhout comprenant un nombre plus considérable d'électeurs que Deurne, il pouvait arriver que la commune mère ne serait pas convenablement représentée au Conseil communal.

Le Rapport fait par M. de Neeff, constatait entre autres faits, que ces deux villages sont presque entièrement séparés par la rivière le « Schijn » et le canal d'Hérenthals, et il concluait à l'adoption du projet du loi.

Quelques-uns des motifs qui ont déterminé les législateurs de 1836 (presque tous anciens membres du Congrès national, imbus des idées de liberté, de *self Government*) à voter la séparation de Deurne et de Borgerhout, ainsi que d'autres considérations invoquées par les habitants de Meneghem, ont depuis longtemps et à plusieurs reprises décidé ceux-ci à demander la séparation des hameaux de Meneghem et de la commune mère. Trois fois l'administration communale de Deurne et la majorité du Conseil provincial (où les habitants de Deurne-Sud n'avaient aucun mandataire direct) ont rejeté les demandes de séparation, signées cependant par la presque totalité de habitants de Meneghem.

Ces refus, loin de décourager les réclamants, ne firent qu'augmenter leur insistance, impuissants qu'ils étaient à sauvegarder les intérêts de Meneghem, puisque, jusqu'à l'introduction de la représentation proportionnelle, les leaders politiques de la commune mère s'entendaient pour former une liste de candidats, dont étaient exclues les personnes sympathiques à la très grande majorité des habitants de Deurne-Sud, et ce dans le but d'empêcher ceux-ci de faire valoir leurs griefs et leurs desiderata au sein du Conseil. De là un antagonisme croissant entre les habitants des hameaux de Meneghem et ceux de Deurne-Nord.

L'indifférence du nord pour le sud se révèle encore dans ce fait que, jusqu'en 1894, *les hameaux de Meneghem sont restés sans école communale*

pour garçons. Une école libre pour filles fut construite en 1892. Vers la même époque fut bâtie l'église paroissiale de Deurne-Sud.

Jusqu'alors, les enfants de Meneghem qui fréquentaient les écoles de la commune mère, devaient faire deux ou quatre fois par jour le trajet de 2 à 3 1/2 kilomètres qui séparaient leur demeure des écoles situées au centre de la commune.

On comprend que, dans ces conditions, un certain nombre d'enfants de Meneghem ne fréquentaient guère, ou peu régulièrement, ces écoles trop éloignées. Se figure-t-on bien ce qu'avait de pénible pour de jeunes garçons et filles de 6 à 12 ans un trajet aussi considérable, par une route en partie isolée et loin de toute habitation. Ce peu de souci de l'administration communale pour les besoins essentiels des nombreux habitants de Meneghem explique les plaintes des habitants des hameaux et leurs demandes réitérées de séparation.

Jusqu'à la construction de leur église paroissiale, les habitants de Meneghem ont été obligés de faire le même nombre de kilomètres, à l'aller et au retour, pour baptêmes, mariages, enterrements et autres devoirs religieux à accomplir dans la seule église paroissiale alors existante à Deurne.

Et aujourd'hui encore que Meneghem compte déjà 3,000 habitants, ceux-ci doivent toujours franchir la distance considérable qui sépare leur demeure de la maison communale de Deurne, pour les formalités administratives, mariages, naissances, décès, milice, état civil, et pour tous renseignements officiels à obtenir ou à fournir au siège de l'administration.

De tout cela, il est résulté un vif mécontentement et un antagonisme qui rend de plus en plus difficile la vie commune entre les habitants des deux agglomérations. Cette situation fâcheuse, cet état regrettable des esprits, fait sentir ses effets jusque dans certaines décisions du Conseil communal de Deurne.

Le maintien d'une situation aussi anormale ne peut, semble-t-il, que s'aggraver et nuire considérablement aux intérêts bien entendus des habitants de Deurne et de Meneghem!

On conçoit que l'idée d'une séparation soit peu favorablement accueillie par certains habitants de Deurne, mais que diraient-ils si la situation était renversée et si les habitants de Deurne-Nord étaient obligés, pour toutes les affaires administratives, de subir le régime dont se plaignent les habitants de Meneghem?

La séparation semble donc désirable, et elle peut s'effectuer, fort aisément, au mieux des intérêts des deux agglomérations.

En effet, Deurne et Meneghem ont chacun leur église paroissiale, leur presbytère, un cimetière, des écoles pour garçons et filles, un bureau des postes et télégraphes. Chacune de ces agglomérations aurait un territoire

suffisant, une population importante, et jouirait des ressources nécessaires pour faire face aux besoins de deux communes émancipées et prospères.

Deurne conserverait les trois cinquièmes du territoire, et il est à remarquer que, dès aujourd'hui, Deurne et Meneghem concourent, dans les recettes, dans la proportion de trois cinquièmes et de deux cinquièmes. Cette proportion se retrouve dans le nombre des habitants, dans celui des électeurs et des ménages secourus par le Bureau de bienfaisance.

Nous croyons donc pouvoir affirmer, avec l'Exposé des motifs, que la séparation ne causerait aucun préjudice à la commune mère et que, d'autre part, l'agglomération de Meneghem y trouverait un intérêt évident.

Quoique Deurne soit encore, comme en 1883, une commune agricole, les impôts ont atteint une limite qui dépasse celle de bien des villes et communes beaucoup plus considérables. En effet, de 20 centimes additionnels sur le principal de l'impôt foncier et de l'impôt personnel, et de 13 centimes sur les patentes, perçus jusqu'en 1883, la commune rurale de Deurne est progressivement arrivée au chiffre de 72 centimes sur l'impôt foncier, 72 sur le personnel, 72 sur les patentes, *plus, encore, un impôt au profit de la commune de 7 % sur le revenu cadastral*, et 15 centimes par mètre courant de propriété non bâtie, située à côté d'une chaussée.

En dehors donc des autres impôts communaux, Deurne frappe ses contribuables de *172 centimes additionnels sur le principal foncier de l'État*, ce qui paraît excessif en présence des excédents de recettes sur les dépenses du budget communal. C'est ainsi que le dernier compte approuvé de l'exercice de 1908 clôture par un boni de fr. 46,596.89 à l'ordinaire et de fr. 4,524.46 à l'extraordinaire.

Les budgets dressés par l'administration communale pour 1909 et 1910, clôturent également avec un excédent des recettes sur les dépenses.

Il semble donc que l'administration de la commune mère aurait pu, depuis longtemps, donner satisfaction aux demandes réitérées des habitants de Meneghem, et faire construire des égouts et exécuter des travaux d'hygiène et de voirie urgents, notamment rue Saint-Roch, où se trouvent l'église et l'école communale des garçons. Cela était d'autant plus facile, que l'administration communale de Deurne, au lieu d'exécuter les travaux d'égouts, de trottoirs et autres, aux frais de la caisse communale, *n'exécute plus ces travaux, que récupérables en partie par des impôts directs*. Il convient aussi de faire remarquer que des travaux importants de construction d'égouts, etc., ont été depuis longtemps exécutés sur une longueur de plusieurs kilomètres, chaussées de Turnhout et de Merxem et ailleurs, à Deurne-Nord, mais qu'à Deurne-Sud la chaussée d'Hérenthals n'est pas encore complètement pourvue d'égouts.

Dans sa séance du 16 décembre 1909, le Conseil communal a décidé, en principe, de faire exécuter des travaux extraordinaires, évalués à la

somme de 206,500 francs parmi lesquels des travaux d'hygiène et autres à exécuter à Meneghem et à Deurne, *recupérables en partie par des impôts directs.*

Pour l'exécution de ces travaux, un emprunt de même importance, 206,500 francs, a été voté, *mais attendu qu'un projet de loi portant érection de la nouvelle commune de Meneghem a été déposé à la Chambre des représentants, la majorité du Conseil décide que cette circonstance ne permet pas d'exécuter des travaux extraordinaires et qu'il faut attendre.*

De cette décision il résulte que la majorité du Conseil communal de Deurne, tout en reconnaissant l'urgence des travaux d'égouts et d'hygiène à exécuter rue Saint-Roch, à Meneghem et ailleurs, décide néanmoins de surseoir à l'exécution de ces travaux.

Il importe donc qu'une prompte décision soit prise au sujet du projet de loi séparant Deurne en deux communes.

La Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant érection de la nouvelle commune de Meneghem, a voté ce projet à l'unanimité des trois membres présents, et elle a l'honneur de proposer à ses honorables collègues de la Chambre des représentants de vouloir émettre un vote approbatif.

Le Président-Rapporteur,

JEAN DE WINTER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1910.

Wetsontwerp houdende oprichting der gemeente Meneghem
(Provincie Antwerpen) (1)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE WINTER.

MIJNE HEEREN,

De Bijzondere Commissie, belast met het wetsontwerp houdende oprichting der gemeente Meneghem (provincie Antwerpen), is van gevoelen dat er reden voor is de gemeente Deurne in twee gemeenten te splitsen.

Op 31 December 1909 had de gemeente Deurne, die oost-westwaarts is doorsneden van de rivier « het Schijn » en van de dichtbijvloeiende Herenthalsche vaart, eene bevolking van 11,978 *inwoners* en eene oppervlakte van 1,427 *hectaren 85 aren en 70 centiaren*.

De moedergemeente Deurne zou, na de scheiding zooals deze is voorgesteld, een grondgebied behouden van 770 *hectaren 45 aren 88 centiaren* en eene bevolking die thans 7,000 *inwoners* overtreft ; anderzijds, zou de nieuwe gemeente Meneghem 5,000 *inwoners* tellen en hare oppervlakte zou van 657 *hectaren 44 aren en 82 centiaren* zijn.

Dat zijn twee aanzienlijke wijken, geheel van elkander gescheiden door eene strook van 250 of 300 hectaren, weinig bevolkt en begrijpende de lage weiden van het Schijndal, alsmede de Herenthalsche vaart. Deze zal tot natuurlijke grens dienen tusschen de beide gemeenten.

(1) Wetsontwerp nr 22.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren DE WINTER, *voorzitter*, DELVAUX, FRANCK, MABILLE, VAN REETH.

Aldus gescheiden op eene lengte van nagenoeg 4 kilometer, zijn deze beide aanzienlijke wijken slechts met elkander verbonden door eene brug. 't Is langs dezen weg, schier alleen gebruikt door de inwoners van Meneghem, dat dezen, voor alle bestuurszaken en formaliteiten, verplicht zijn zich naar de moedergemeente te begeven; en de kom van Deurne ligt op een afstand van twee tot drie en een halven kilometer van Meneghem.

Een dergelijke toestand deed zich, meer dan zeventig jaar geleden, te Deurne voor.

Borgerhout, thans de achtste gemeente van België, met een bevolkingscijfer van 50,000 inwoners, hing vroeger van Deurne af; het werd ervan gescheiden in 1836, *op aanvraag van 112 inwoners van de moedergemeente*.

Uit de memorie van toelichting ingediend door den heer de Theux, Minister van Binnenlandsche Zaken, had het dorp Borgerhout toen eene bevolking van 5,084 *zielen* en eene oppervlakte van 274 *bunder*, terwijl het dorp Deurne 2,106 *inwoners* had en eene oppervlakte van 1,400 *bunder*.

De aanvragers deden inzonderheid gelden, dat, daar Borgerhout meer kiezers telde dan Deurne, het gevolg daarvan kon zijn, dat de moedergemeente niet behoorlijk zou vertegenwoordigd zijn in den gemeenteraad.

Het verslag, uitgaande van den heer de Neeff, stelde, onder meer feiten, vast dat deze twee dorpen bijna geheel van elkander zijn gescheiden door de rivier « het Schijn » en de Herenthalsche vaart, en hij besloot tot goedkeuring van het ontwerp.

Sommige der beweegredenen, die bij de wetgevers van 1836 (schier allen oud-leden van het Nationaal Congres, doordrongen van de gedachten van vrijheid en *self-government*) den doorslag gaven tot het goedkeuren van de scheiding van Deurne en Borgerhout, alsook andere beschouwingen geopperd door de inwoners van Meneghem, deden dezen sedert lang, en herhaaldelijk, aandringen dat het gehucht Meneghem zou worden gescheiden van de moedergemeente. Driemaal werd de vraag tot scheiding, die nochtans door schier al de inwoners van Meneghem onderteekend werd, afgewezen én door het gemeentebestuur van Deurne én door de meerderheid van den provincialen Raad, waar de inwoners van Zuid-Deurne niet één rechtstreekschen vertegenwoordiger hadden.

Deze herhaalde weigering heeft de aanvragers niet ontmoedigd; hun verzet groeide integendeel aan, daar ze zich onmachtig gevoelden de belangen van Meneghem te vrijwaren, vermits, tot op het oogenblik dat de evenredige vertegenwoordiging werd ingevoerd, de politieke leiders der moedergemeente samsenspannen om eene kandidatenlijst op te maken waarop de kandidaten, gunstig aangeschreven bij de overgrootste meerderheid der inwoners van Zuid-Deurne, geweerd werden, ten einde dezen te beletten hunne grieven en hunne wenschen in den gemeenteraad te doen gelden. Dergelijke

daden droegen veel bij tot aanvring van vijandschap tusschen de inwoners van de wijk Meneghem en die van Noord-Deurne.

De onverschilligheid van het noordergedeelte ten opzichte van het zuidergedeelte blijkt hier nog uit, dat tot in 1894, *Meneghem geene gemeenteschool voor jongens bezat!* In 1892 werd eene vrije meisjesschool opgericht, en rond dien tijd ook werd de parochiekerk gebouwd te Zuid-Deurne.

Tot dan toe moesten de kinderen van Meneghem, die naar de moedergemeente ter school gingen, twee- of viermaal daags den afstand van 2 tot 3 1/2 kilometer afleggen, tusschen hunne woning en de scholen in de kom der gemeente gelegen.

Men kan begrijpen dat, onder zulke omstandigheden, een zeker getal kinderen van Meneghem, die te ver afgelegen scholen weinig of niet bezochten. Verbeeldt u jongens en meisjes van 6 tot 12 jaren oud, die winter en zomer, door weder en wind, verplicht zijn een zoo langen weg af te leggen langs eene gedeeltelijke eenzame baan, ver van alle woningen! Die weinige bezorgdheid van het gemeentebestuur voor de eerste noodwendigheden van Meneghem's talrijke inwoners, rechtvaardigt de klachten der inwoners van de wijken, en hunne herhaalde verzoeken tot scheiding.

Zoolang de parochiekerk niet was gebouwd, waren de inwoners van Meneghem verplicht evenveel kilometer wegs heen en terug af te leggen bij doopplechtigheden, huwelijken, begrafenissen en andere godsdienstige ceremoniën, die alleen konden worden volbracht in de eenige parochiekerk, toen te Deurne bestaande.

En thans nog, nu Meneghem reeds 5,000 inwoners telt, moeten dezen steeds een aanzienlijken afstand afleggen, van hunne woning naar het gemeentehuis te Deurne voor alle bestuursformaliteiten, als huwelijken, aangiften van geboorte en overlijden, militie, burgerlijke stand en alle officieele inlichtingen, te geven of te verkrijgen ten zetel van het bestuur.

Dat alles gaf aanleiding tot scherpe misnoegdheid en eene vijandschap welke het gewone leven onder de inwoners van beide dorpen steeds moeilijker maakt. Deze betreurenswaardige gemoedsstemming vinden weerklank tot in zekere besluiten van Deurne's gemeenteraad.

Dien abnormalen toestand langer behouden, kan enkel, dunkt ons, de gemoederen meer en meer verbitteren en de rechtmatige belangen schaden van de inwoners van Deurne en van Meneghem.

't Is gemakkelijk aan te nemen, dat het plan tot scheiding weinig bijval vindt bij sommige inwoners van Deurne, maar wat zouden ze zeggen, moest de toestand worden omgekeerd, en moesten de inwoners van Noord-Deurne voor alle bestuurszaken den last op zich nemen waarover de inwoners van Meneghem klagen?

De scheiding schijnt dus wenschelijk en deze kan zeer gemakkelijk

geschieden in 't belang van beide wijken. Inderdaad, de wijken Deurne en Meneghem hebben elk hare parochiekerk, hare pastorij, haar kerkhof, hare scholen voor jongens en meisjes, een post- en telegraafkantoor. Elke dezer gemeenten zou eene voldoende uitgestrektheid hebben, eene belangrijke bevolking en tevens toereikende middelen om in de behoeften van twee bloeiende, op zich zelf staande gemeenten te voorzien.

Deurne zou drie vijfden van het grondgebied behouden en er dient aangewerkt dat reeds nu Deurne en Meneghem voor de ontvangsten en uitgaven bijdragen in de verhouding van drie vijfden en van twee vijfden. Deze verhouding klopt met het getal inwoners en kiezers, met het getal gezinnen die door het bureel van weldadigheid geholpen worden.

Wij meenen dus te mogen bevestigen, met de memorie van toelichting, « dat de hoofdgemeente niet zal lijden door de scheiding, en dat, anderzijds, de wijk Meneghem er klaarblijkelijk voordeel zou bij vinden ».

Alhoewel Deurne, evenals in 1885, nog eene landbouwersgemeente is, zijn de belastingen er hooger dan in tal van steden en grootere gemeenten. Inderdaad, van 20 opcentiemen op de hoofdsom van de grondbelasting en van de personeele belasting, en van 13 opcentiemen op de patenten, geheven tot in 1885, klom de landelijke gemeente Deurne trapsgewijze tot 72 opcentiemen op de grondbelasting, 72 op de personeele belasting en 72 op de patenten, *en bovendien nog eene belasting, ten bate van de gemeente, van 7 % op het kadastraal inkomen*, en 15 centiemen per loopenden meter grond langs een steenweg gelegen.

Buiten de overige gemeentebelastingen, belast Deurne zijne schatplichtigen dus met *172 opcentiemen op de hoofdsom van de grondbelasting van den Staat*, wat wel overdreven schijnt, als men vaststelt dat de ontvangsten in de gemeentebegroting de uitgaven te boven gaan.

Zoo sluit de laatste goedgekeurde rekening van 1908 met een boni van fr. 46,596.89 op de gewone begroting en met fr. 4,324.46 op de buitengewone.

En de begrotingen, door het gemeentebestuur opgemaakt voor 1909 en 1910, sluiten insgelijks met een boni.

Het bestuur der moedergemeente zou dus sedert lang voldoening hebben kunnen geven aan de herhaalde vragen van de inwoners van Meneghem, door het maken van riolen, het uitvoeren van gezondheidswerken, het aanleggen van banen, alle dringende werken, namelijk in de Sint-Rochusstraat, waar de kerk en de jongensgemeenteschool gelegen zijn. Dit was des te gemakkelijker, daar het gemeentebestuur van Deurne, in stede van riolen, stoepen en andere wegeniswerken uit te voeren, *nog slechts deze werken uitvoert wanneer deze gedeeltelijk invorderbaar zijn door rechtstreeksche belastingen*. Er dient ook aangemerkt te worden, dat aanzienlijke werken, als riolen, enz., sedert lang door de gemeente werden uitgevoerd ten beloope van verscheidene kilometer langs de Turnhoutsche en Merxemsche

banen, en elders nog te Noord-Deurne, terwijl te Zuid-Deurne de Herenthalsche baan nog niet op hare geheele lengte van riolen is voorzien.

De gemeenteraad heeft, in grondbeginsel, op 16 December 1909 beslist buitengewone werken uit te voeren, geschat op 206,500 frank, waaronder gezondheidswerken te Meneghem en te Deurne, *gedeeltelijk invorderbaar door rechtstreeksche belastingen*.

Ter uitvoering dezer werken werd eene leening gestemd van hetzelfde bedrag 206,500 frank, *doch aangezien bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers een wetsontwerp werd ingediend houdende oprichting van de nieuwe gemeente Meneghem, besluit de meerderheid van den Raad dat deze omstandigheid belet de buitengewone werken uit te voeren, en dat men wachten moet.*

Uit dit besluit blijkt, dat de meerderheid van den gemeenteraad van Deurne erkent dat het dringend noodig is riolen en gezondheidswerken uit te voeren Sint-Rochusstraat, te Meneghem en elders, en nochtans besluit hij tot de verdaging dier werken.

Spoedig behoort dus eene beslissing te worden genomen aangaande het wetsontwerp waarbij Deurne wordt gesplit in twee gemeenten.

De Bijzondere Commissie keurde het wetsontwerp goed met eenparigheid van stemmen der drie aanwezige leden; zij heeft de eer hare geachte medeleden van de Kamer te verzoeken eveneens eene gunstige stemming uit te brengen.

De Voorzitter-Verslaggever,

JAN DE WINTER.

